

Le 05 janvier 2026

COMMUNIQUE DE PRESSE

Certificats de décès : dans l'Aube, les infirmiers mobilisés pour accompagner les familles endeuillées

Depuis juillet 2024, des infirmiers diplômés d'État peuvent établir des certificats de décès dans l'Aube, dans un cadre strictement défini par la loi. D'abord expérimentée au niveau national, cette possibilité est devenue une pratique de droit commun en avril 2025. L'objectif est de réduire les délais d'intervention et améliorer l'accompagnement des familles endeuillées, dans un contexte de tension sur la démographie médicale.

Pour établir un certificat de décès, les infirmiers habilités doivent être diplômés depuis au moins trois ans, être inscrits à l'Ordre départemental des infirmiers, avoir suivi une formation spécifique et disposer de l'accord de leur employeur lorsqu'ils exercent en structure (infirmiers salariés).

Sont concernés les infirmiers libéraux, les infirmiers salariés (y compris en centres de santé), les infirmiers en pratique avancée (IPA) et les remplaçants sous contrat. Ils interviennent uniquement en cas de décès non violent de personnes majeures, survenus à domicile, en EHPAD, en hospitalisation à domicile (HAD) et, depuis avril 2025, dans les établissements de santé et médico-sociaux.

Des premiers résultats concrets

Dans le département, 72 infirmiers sont aujourd'hui engagés dans ce dispositif, dont 34 infirmiers libéraux. Près de la moitié des EHPAD de l'Aube comptent au moins un infirmier formé à cette mission.

74 certificats de décès ont été établis par des infirmiers libéraux depuis le déploiement du dispositif (dans le Grand Est, plus de 1 000). Les services de secours constatent une réduction globale des délais de rédaction.

Cette dynamique illustre une évolution concrète de l'organisation des soins, au plus près des besoins des familles et des réalités du territoire.

Un bénéfice direct pour les familles et les professionnels

Dans un contexte de tension démographique médicale, cette évolution constitue un levier majeur pour améliorer la continuité des réponses apportées aux familles. Pour les familles endeuillées, l'intervention plus rapide d'un professionnel formé permet de limiter l'attente et les situations de détresse, dans un moment particulièrement sensible. Pour les médecins, ce dispositif constitue un appui opérationnel, en particulier dans les territoires où l'offre médicale est fragile.

Les infirmiers peuvent intervenir plus rapidement, notamment en soirée, la nuit, les week-ends et jours fériés, périodes durant lesquelles les délais d'intervention médicale étaient souvent allongés.

Une organisation accompagnée et sécurisée

Dès le lancement, l'ARS Grand Est, la préfecture de l'Aube et le Conseil interdépartemental Aube–Haute-Marne de l'Ordre des infirmiers se sont engagés conjointement pour accompagner la mise en œuvre de ce dispositif. Cette mobilisation s'est traduite par plusieurs temps d'échanges avec les acteurs concernés, afin de construire une organisation partagée et de développer cette nouvelle compétence infirmière en complémentarité de l'intervention médicale.

Pour accompagner le déploiement du dispositif, l'ARS Grand Est a mis en place une formation gratuite, reposant sur un module en e-learning, complété par des temps d'échanges en présentiel ou en visioconférence, avec l'appui des instituts médico-légaux.

Le déploiement du dispositif se poursuit, avec deux priorités :

- Renforcer l'information auprès des professionnels et des établissements,
- Développer la certification électronique des décès, encore inégalement accessible selon les territoires.

La liste des infirmiers habilités est consultable sur le site de l'Ordre national des infirmiers.

Contacts presse

ARS Grand Est : ars-grandest-presse@ars.sante.fr